



**NIMES UNIVERSITY**  
CS 13019  
Rue du Dr Georges SALAN  
30021 NÎMES CEDEX 01

**OBJET DU MARCHE N°2025-34**

TRAVAUX RELATIFS A L'AMENAGEMENT DE  
BUREAUX DANS LES ESPACES SUAPS ET LOGISTIQUE  
DU BATIMENT C DU SITE VAUBAN DE NIMES UNIVERSITE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES .....	3
1.1 objet du marché .....	3
1.2. Décomposition en tranches et lots et prestations supplémentaires éventuelles (PSE ou option) .....	3
1.3 Maîtrise d'œuvre. ....	3
1.4 Contrôle technique .....	4
1.5 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé.....	4
1.6. Changement dans l'entreprise .....	4
1.7. Redressement ou liquidation judiciaire .....	4
1.8. Forme des communications .....	5
1.9. Calcul des délais.....	5
ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE .....	5
2.1. Mode de passation : .....	5
2.2 Forme du marché : .....	5
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
ARTICLE 4 – PRIX .....	7
4.1 – Montant du marché.....	7
4.2 – Contenu des prix.....	7
4.3 – Révision des prix.....	7
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION .....	8
ARTICLE 6 RECEPTION DES TRAVAUX.....	8
ARTICLE 7 – PENALITES .....	8
7.1 Pénalités de retard.....	8
7.2 Pénalités liées au Respect du Droit du Travail : .....	8
7.3 Autres Pénalités.....	9
7.4 Généralités .....	9
ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT .....	9
ARTICLE 9 – AVANCE .....	10
ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE .....	10
10.1 –Nantissement ou en cession.....	10
10.2 – Retenue de garantie .....	11
ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE .....	11
ARTICLE 12 – SECRET PROFESSIONNEL.....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION .....	11
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS PARTICULIERES .....	12
15.1 Langue.....	12
15.2 Droit applicable .....	12
15.3 Différents et litiges .....	12
15.4 Monnaie.....	12
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	12

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux relatifs à l'aménagement de bureaux dans les espaces SUAPS et logistique du bâtiment C du site Vauban de Nîmes université.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées et définies dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu d'exécution des travaux :

NIMES UNIVERSITE

RUE DU DR G. SALAN

CS13019

30021 NIMES CEDEX 01

### 1.2. Décomposition en tranches et lots et prestations supplémentaires éventuelles (PSE ou option)

Le marché ne comprend pas de tranche.

Les prestations sont réparties en 6 lots :

Désignation des Lots	
LOT 01	DEMOLITION / GROS ŒUVRE
LOT 02	CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS
LOT 03	MENUISERIES EXTERIEURES
LOT 04	REVETEMENTS DE SOLS PARQUET
LOT 05	CVC / PLOMBERIE
LOT 06	ELECTRICITE CFO/CFA

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

### 1.3 Maîtrise d'œuvre.

La mission de maîtrise d'œuvre est assurée par :

**ARCHITECTES/OPC**

**ODA / SARL OSTROWSKI DEMUYTER ARCHITECTES**

Alexandre OSTROWSKI + Jean-Yves DEMUYTER

1, rue Général Perrier - 30000 NIMES

Ordre des Architectes Occitanie S18456

#### 1.4 Contrôle technique

Le contrôleur technique agréé de l'opération est la société : **communiqué ultérieurement**

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études à charge du titulaire que de l'exécution des ouvrages.

#### 1.5 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

L'opération objet du présent marché relève de la 2<sup>ème</sup> catégorie au sens du code du travail.

Le coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs est la société : : **communiqué ultérieurement**

Le maître d'œuvre informera le titulaire de tout changement éventuel concernant les personnes chargées de la coordination SPS.

Le titulaire doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur le concernant, sauf avis contraire du maître d'ouvrage.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### 1.6. Changement dans l'entreprise

Le Titulaire est tenu de notifier à l'Université les modifications survenues en cours d'exécution qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à la liquidation éventuelle de l'entreprise,
- et, généralement, toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Le Titulaire s'engage à transmettre à l'Université les documents précisant les modifications intervenues au cours du marché tels que :

- copie de la publicité parue au journal des annonces légales,
- copie du Procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision,
- copie de l'ordonnance du tribunal de commerce,
- Extrait K-Bis
- ...

L'information doit être faite à l'Université, par le Titulaire dès qu'il en a connaissance, et les documents transmis dès leur établissement.

#### 1.7. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'université par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'université adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 et L.641-10 du Code de commerce.

Si cette mise en demeure reste plus d'un mois sans réponse, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparté un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur/liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire à aucune indemnité.

### 1.8. Forme des communications

En complément de l'article 3.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que, si aucune forme particulière de communication n'est expressément imposée par le présent marché, tout échange de communication (information, décision, engagement...) écrite peut être réalisé voie dématérialisée (plateforme ou courrier électronique).

D'une manière générale, l'émetteur d'une communication doit s'assurer que le destinataire en a bien pris connaissance.

### 1.9. Calcul des délais

L'article 3.2. du CCAG-Travaux s'applique.

En complément, la définition des heures ouvrées et non ouvrées est la suivante :

- délai en heures ouvrées : du lundi au vendredi de 8h à 18h
- délai en heures non ouvrées : du vendredi 18h au lundi 8h et les jours fériés de 18h00 la veille du jour férié à 08h00 le lendemain.

## **ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE**

### 2.1. Mode de passation :

Le présent marché est un marché de travaux passé selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique.

### 2.2 Forme du marché :

Il s'agit d'un marché ordinaire conclu à prix forfaitaire.

## **ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces contractuelles applicables au présent marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ☐ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;

- ❑ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- ❑ Le cahier des clauses techniques générales tous corps d'état (CCTP lot00) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi
- ❑ Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP pour chaque lot) dont chaque exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi,
- ❑ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables générales des marchés publics de travaux (CCAG – Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié dans le Journal Officiel de la République Française du 1<sup>er</sup> avril 2021,
- ❑ Les normes et règlements en vigueur notamment ceux énumérés dans le CCTP,
- ❑ L'offre technique du titulaire,
- ❑ Les actes spéciaux de sous traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,

Cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces, sauf cas d'erreur manifeste qui, sans équivoque, ne reflèterait pas l'intention des parties.

Toute clause portée dans les documentations et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date prévue pour la remise des offres.

Les pièces générales (CCAG/Travaux, CCTG Travaux, normes, lois et décrets, spécifications techniques applicables) bien que non jointes matériellement au présent marché, sont réputées parfaitement connues par le prestataire. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

Le CCAG/Travaux, le code de la commande publique sont consultables et téléchargeables sur le site suivant

: <https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique> .

Au titre de son devoir de conseil, le prestataire doit informer l'Université de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

#### Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

#### Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

#### Marché de prestations similaires

L'université pourra passer avec le Titulaire, un marché de travaux sans publicité et sans mise en concurrence préalables, pour des prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Les prestations seront exécutées dans les mêmes conditions que celles du marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

## ARTICLE 4 – PRIX

### 4.1 – Montant du marché

Le marché est conclu sur la base d'un prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement. L'unité monétaire utilisée dans le présent marché est l'euro (€).

### 4.2 – Contenu des prix

Les prix comprennent notamment les frais de déplacement et l'ensemble des frais de reprographie, frais de transport, frais généraux nécessaires à la bonne réalisation de la présente opération.

Ils sont établis en tenant compte de toutes les sujétions pour réaliser les travaux, objet du présent marché quelles que soient les circonstances et hors les cas de force majeure reconnus par une juridiction compétente.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations.

### 4.3 – Révision des prix

Les prix sont fermes. Ils seront actualisables que si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date d'établissement initial du prix des travaux et la date de commencement d'exécution des prestations par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la ou les formules suivantes :

Formule

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ». Selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation,
- $I_0$  : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations,
- $I(d-3)$  : valeur de l'index de référence au mois «  $d$  » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois «  $d$  » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3.

L O T	I n d e x	Définition
1	BT01	DEMOLITION / GROS OEUVRE
2	BT08	CLOISONS/ DOUBLAGES/ FAUX PLAFONDS
3	BT43	MENUISERIES EXTERIEURES
4	BT18a	REVETEMENTS DE SOLS PARQUET
5	BT38 / 41	CVC/PLOMBERIE
6	BT47	ELECTRICITE

Les index sont publiés à l'Insee \_ Site <https://www.insee.fr> \_ ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

## **ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la complète exécution des travaux et la clôture financière et administrative de l'opération.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, la durée de la période de préparation est incluse dans le délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution des travaux (incluant la période de préparation) est indiqué dans le planning ci-joint et validé par le titulaire dans son offre.

Il court à compter de la date de notification du marché qui vaut ordre de service.

## **ARTICLE 6 RECEPTION DES TRAVAUX**

Les opérations de réception se déroulent conformément à l'article 41 du CCAG/Travaux.

## **ARTICLE 7 – PENALITES**

### **7.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, en cas de retard imputable au titulaire, les pénalités suivantes s'appliquent :

- ☐ Une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux,
- ☐ Une pénalité de 250€ par jour calendaire de retard dans la remise des documents visés dans le CCTP 00 et visés dans les CCTP pour chaque lot

### **7.2 Pénalités liées au Respect du Droit du Travail :**

- ☐ **Pénalités liées au travail dissimulé**

Clause de pénalité relative au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du Code du travail

A défaut de correction, dans un délai fixé par l'Article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par l'Université ou par un agent de contrôle, le titulaire du marché s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant du marché, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L8224-1 L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

- ☐ **Pénalités en cas de sous traitance non déclarée**

En cas de sous traitance non déclarée avérée, le titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable à une pénalité de 1500 €.



### 7.3 Autres Pénalités

En cas d'absence non justifiée à un rendez-vous de chantier, dûment convoqué par le maître d'œuvre,

- ☐ Une pénalité de 200 € par absence est appliquée.
- ☐ Une pénalité de 100 € par retard de plus de 15 min est appliquée.

En cas de perte ou de non restitution d'un badge d'accès ou clef,

- ☐ Une pénalité de 150 € par manquement est appliquée.

En cas de défaut de nettoyage du chantier, une pénalité de 200€ par jour calendaire est appliquée. En cas de non-respect des consignes de sécurité, une pénalité de 200€ par manquement constaté est appliquée.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000€ pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25% du montant total hors taxes de l'ensemble du marché.

### 7.4 Généralités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise. Les pénalités ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA.

## **ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT**

L'article 12 du C.C.A.G/Travaux s'applique.

Si une mention manque sur la facture, l'université pourra la retourner au Titulaire pour être complétée. Le délai de paiement est alors suspendu.

Les factures doivent être envoyées obligatoirement de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

### Les éléments suivants sont nécessaires :

- le numéro du marché ;
- le numéro et date de la facture ;
- la date et le lieu de livraison et/ou d'exécution des prestations,
- la nature des prestations livrées et/ou exécutées,
- le nom et l'adresse du Titulaire ;
- les références du compte bancaire ou postal, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire ;
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

### Éléments utiles pour le dépôt des factures sur CHORUS Pro :

## Nîmes Université

- Le numéro de SIRET qui identifiera l'établissement Université de Nîmes en tant que destinataire de la facture : 932 491 574 00012
- Le numéro de marché indiqué sur l'acte d'engagement,
- Code service exécutant : ACHATS PUBLICS ou sans objet

### ☐ En cas de sous-traitance :

Les dispositions des Articles L2193-11 et L2193-12 du code de la commande publique s'appliquent dans le cadre du présent marché.

### ☐ Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à réception de l'acompte ou du solde selon l'avancement de la mission.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice :

- d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.
- d'une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, due dès le 1<sup>er</sup> jour de retard, qui s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires sont appliqués dans les conditions prévues dans le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

## **ARTICLE 9 – AVANCE**

Une avance peut être accordée au titulaire conformément aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Il est fait application de l'option B prévu à l'article 10.1 du CCAG travaux.

## **ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE**

### 10.1 – Nantissement ou en cession

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 et R2191-45 et suivants du code de la commande publique

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

L'agent habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est désigné ci-dessous :

L'Agent Comptable de l'Université de Nîmes

## 10.2 – Retenue de garantie

Le marché fait l'objet d'une retenue de garantie correspondant à la garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44 du CCAG Travaux.

Cette retenue a pour objet de couvrir la levée des réserves dont est assortie la réception des ouvrages, ainsi que la réparation des désordres apparus pendant le délai de garantie.

Cette retenue de garantie est prélevée par fraction sur chacun des versements au titre du marché et de ses modifications en cours d'exécution, et à hauteur de 5% de ces versements. La retenue de garantie pourra toutefois être remplacée, à la demande du titulaire, par une garantie à première demande d'un montant de 5% du montant initial du marché, dans les conditions prévues par le code de la commande publique. Elle ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

La libération des suretés ne pourra être effectuée qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, éventuellement prolongé.

Pour les marchés publics conclus par l'Etat et une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, la retenue de garantie est réduite à 3 % des versements.

## **ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire du marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'Université bénéficiaire l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et ce conformément aux dispositions du code de la commande publique.

## **ARTICLE 12 – SECRET PROFESSIONNEL**

Le titulaire est tenu à la confidentialité vis-à-vis de tous les renseignements qui lui seront communiqués dans le cadre de ses interventions et des résultats obtenus. Il s'engage à ne diffuser aucune information sans l'accord préalable exprès du maître d'ouvrage.

L'article 5 du CCAG/Travaux s'applique.

## **ARTICLE 13 - ASSURANCES**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie biennale et décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

En cas de non-respect des clauses du présent marché, celui-ci peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/Travaux.

Pour rappel, si le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre, et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux ; dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire.

Dans ce dernier cas, il sera fait application des dispositions des articles 52.4 à 52.7 du CCAG Travaux.

## **ARTICLE 15 : DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### 15.1 Langue

Conformément à la loi n°94-65 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 (J.O du 20/03/1999), les correspondances et la documentation relatives au marché sont rédigées en langue française.

### 15.2 Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

### 15.3 Différends et litiges

En cas de différends et litiges entre le Titulaire du présent marché et l'Université, et en l'absence de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Nîmes est seul compétent pour régler ces différends et litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché.

### 15.4 Monnaie

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

## **ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article 5 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG/Travaux.

L'article 7.1 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux.

L'article 7.2 du présent marché déroge aux dispositions des articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG/Travaux.

L'article 7.4 du présent marché déroge aux dispositions de l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux.